



**HAL**  
open science

# MÉDIAS ET EXPLOITATION POLITIQUE DES SERVICES DU RENSEIGNEMENT

Gérald Arboit, Michel Mathien

► **To cite this version:**

Gérald Arboit, Michel Mathien. MÉDIAS ET EXPLOITATION POLITIQUE DES SERVICES DU RENSEIGNEMENT. Centre Thucydide. Annuaire français de relations internationales, VI, Bruylant, 2006. hal-01105000

**HAL Id: hal-01105000**

**<https://hal.science/hal-01105000>**

Submitted on 21 Jan 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## MÉDIAS ET EXPLOITATION POLITIQUE DES SERVICES DU RENSEIGNEMENT

PAR

GÉRALD ARBOIT (\*)

ET

MICHEL MATHIEN (\*\*)

La présence des services de renseignement dans l'actualité des médias a été notoire au cours de l'année 2004. Certes, la crise iraquienne en a été l'arrière-fond événementiel dans l'évocation dominante des organisations américaines ou britanniques. La France a eu sa part avec la libération, le 21 décembre à Bagdad, des deux journalistes français, retenus comme otages pendant quatre mois par l'Armée islamique, un des mouvements de résistance irakiens : dans l'annonce et la mise en scène de leur libération par les plus hautes autorités de l'Etat, la Direction générale des services extérieurs (DGSE) a bénéficié de louanges particulièrement laudatives dans l'ensemble de la presse et des journaux télévisés et radiophoniques pour son rôle en la circonstance.

Cette situation témoigne de l'évolution de la communication de ces services après la crise de confiance qu'ils ont connue au lendemain de la chute du Mur de Berlin en 1989. Dans les milieux politiques comme au sein des médias, voire des opinions publiques européennes, on se demandait si les « espions » étaient encore nécessaires à l'ère d'un monde unipolaire. Surtout à travers les impératifs de non-publicité de leurs activités et de leurs personnels, le secret entourant les programmes, les budgets et les opérations qui étaient de plus en plus perçus comme une limite à la liberté d'informer.

(\*) Chercheur au Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME) de l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et rédacteur en chef de la revue *Renseignement et opérations spéciales*.

(\*\*) Professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et responsable du Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME).

CARENCES JOURNALISTIQUE  
ET POLITIQUE DE COMMUNICATION*Méconnaissance et attrait des médias*

Comprendre que le recueil de l'information ne devient renseignement qu'après un questionnement supérieur (dirigeant politique, militaire ou économique), une analyse et une classification, ramène à l'essence d'un métier et à ses fonctions. Or, dans une civilisation de l'image et du temps réel, cette conception est d'un rendu médiatique moindre par rapport au secret et aux opérations spéciales, activités pourtant annexes. Ainsi, les carences des services américains dénoncées après le 11 septembre 2001, pourtant agitées par certains médias depuis des années (1), ont été mieux montrées que leur rapidité à assembler les pièces du puzzle islamiste aux Etats-Unis et ses prolongements vers l'Afghanistan. Dans la guerre contre le terrorisme qui s'est ensuivie, les principaux médias audiovisuels renvoyaient invariablement au drone américain Predator et à l'action des forces spéciales lorsqu'ils traitaient de renseignement, diffusant même des images de caméra thermiques. En Iraq, dans leur couverture de la traque et de l'arrestation de Saddam Hussein, ils se sont intéressés aux troupes à sa recherche et à la cache où il avait trouvé refuge plutôt qu'au travail des analystes qui, par nombreux recoupements, permirent de le localiser.

Cette absence de culture du renseignement porte en elle deux contradictions : d'une part, elle favorise la construction d'une image erronée des services et des activités de renseignement, et, d'autre part, elle offre aux experts du traitement de l'information toute latitude pour conduire des opérations de tromperie. Or, ces services sont toujours liés aux formes de pouvoir sans lequel ils n'existeraient pas (2)...

L'influence américaine, notamment au travers de la mutation stratégique qu'a représentée au cours des années 1990 la Révolution dans les affaires militaires, est ici importante. Aux Etats-Unis, les notions d'«*intelligence*» (renseignement) et de «*policy*» (politique gouvernementale) sont débattues sur la place publique depuis le *National Security Act* de 1947 qui vit la création de son Agence centrale de renseignement (CIA). Pour les militaires, l'avènement des nouvelles technologies de communication devait permettre de gagner le front informationnel, non seulement en améliorant les liaisons entre les différentes formations sur le terrain et leurs chefs, mais également en élaborant une stratégie à destination des opinions publiques, naturellement ennemies. Pourtant, la dernière guerre du Golfe l'a montré, la circu-

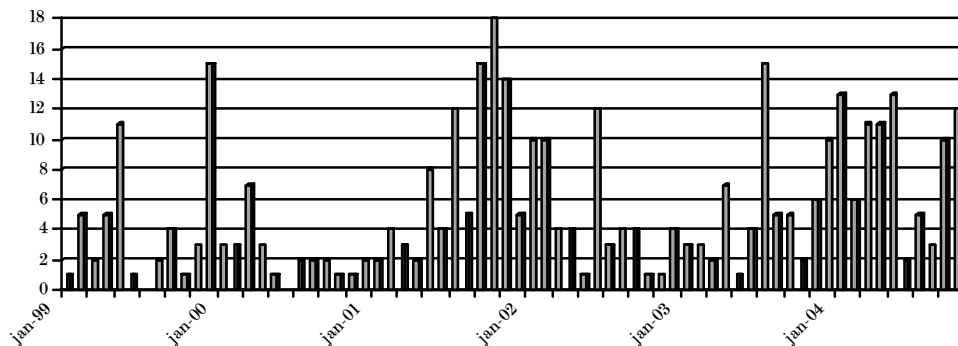
(1) Ainsi, la revue de la CIA, *Studies in Intelligence*, dont seule une partie est déclassifiée, publiait dans son premier numéro de 1997 un article prémoniteur de Russ TRAVERS, «The Coming Intelligence Failure», qu'il plaçait en... 2001.

(2) Pierre LACOSTE, «Pratiques du pouvoir et renseignement», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, avr.-juin 2000, p. 25.

lation mondiale de l'information limite grandement la qualification de l'ennemi...

Cette évolution est amplifiée par l'attitude des médias à l'endroit du renseignement, qui reste encore un vaste objet de fantasmes. Les échecs sont amplifiés et les services souvent relégués à des œuvres de basse police. Même les suites des attentats du 11 septembre 2001, qui apportent toutefois un état d'exception favorable à une campagne médiatique, ne modifièrent pas la vue des médias de masse dans un sens moins caricatural. Du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 octobre 2004, la DGSE a fait l'objet de trois cent soixante-dix-huit articles dans *Le Monde* et *Le Figaro*. Les affaires et autres scandales (Elf, frégates de Taiwan, Falcone et Clearstream, fonds spéciaux, mercenaires) représentent un tiers des sujets abordés et font jeu égal avec les engagements des services français dans le monde (Afghanistan, renseignement économique...).

La DGSE dans *Le Monde* et *Le Figaro*  
janvier 1999-octobre 2004



Certes, la médiatisation des premiers tient aux aléas de la justice, l'essentiel de ces affaires remontant à une période antérieure à l'époque d'observation. Toutefois, elle témoignait de l'habitude des gens de presse de traiter ces affaires comme des faits divers. Mis à part quelques journalistes vraiment spécialisés, notamment Jacques Isnard (*Le Monde*), Antoine Colonna (*Intelligence & Sécurité*), Jean-Jacques Cécile (consultant indépendant spécialisé dans les questions de défense), Claude Moniquet (expert indépendant spécialisé dans les questions de terrorisme) et l'équipe réunie autour de Maurice Botbol (*Le Monde du renseignement*), l'essentiel des professionnels n'y sont venus qu'après avoir suivi d'autres affaires en rapport avec le secret, en jouant essentiellement de leur réseau relationnel. En l'absence d'autres informations, ils se concentrent sur les scandales et échecs plutôt que sur les succès. Aussi n'est-il pas étonnant de noter que les journalistes les plus prolifiques – et non pas toujours les plus critiques – sont venus de médias plutôt classés à gauche sur l'échiquier politique, comme *l'Humanité*,

*L'Express*, *Libération* et *L'Événement du jeudi*. D'où l'utilisation d'un vocabulaire inapproprié, comme «espionnage», «agents secrets», «services secrets» ou «police secrète», et la décontextualisation des thématiques de renseignement ou la perte de vue de ses enjeux. La pauvreté du commentaire sur ces questions est encore renforcée par le relatif désintérêt des organes de presse pour le journalisme d'investigation au coût économique trop important (temps et ressources).

Malgré cette connaissance incertaine, le renseignement fascine les médias. La libération des deux otages en Iraq, les journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot, a été l'occasion pour «*les services secrets français [de] leur revanche sur de multiples intermédiaires officiels*» (*Le Monde* du 22 décembre 2004). Leur arrivée à l'aéroport de Villacoublay, la veille au soir, a mis en avant la DGSE bien plus que les journalistes et leurs familles. Sur *Euronews*, le commentaire était insistant sur la présence, dans l'avion affrété par le service et portant la mention République française, de son directeur, Pierre Brochand. L'enjeu de la communication de la centrale du renseignement extérieur a été bien compris : conserver ses pratiques liées au secret tout en gagnant l'adhésion du public.

### ***La communication des services secrets***

Conscient de la mauvaise image de son institution comme de l'intérêt de son ouverture vers l'opinion, Claude Silberzahn, son directeur général de 1989 à 1993, était décidé à casser cette représentation de «*société secrète*» (3). La création d'une direction de la stratégie, confiée à un diplomate de carrière, Jean-Claude Cousseran, a été une petite «révolution culturelle». Quatre ans après l'affaire de la destruction du *Rainbow Warrior*, le bateau de Greenpeace, elle illustre la volonté du gouvernement de sortir la DGSE de son isolement et de la faire participer plus activement à son action en améliorant sa coordination avec le ministère des Affaires étrangères notamment (4). Le Premier ministre de l'époque, Michel Rocard, se rendit deux fois à son siège boulevard Mortier, en 1988 et en 1990. Treize ans plus tard, Jacques Chirac a été le premier Président de la République à visiter la centrale française du renseignement.

L'autre innovation a consisté à communiquer avec les médias. A la différence d'Alexandre de Marenches, qui prenait rarement la parole en public, et du général René Imbot, qui était intervenu, sur les journaux télévisés du 27 septembre 1985 pour «verrouiller» le service après l'affaire du *Rainbow Warrior*, le préfet Silberzahn a décidé d'«*ouvrir les fenêtres en évitant les courants d'air*» (5). Désireux de ne pas heurter le pouvoir politique, il refusa la

(3) *Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE (1989-1993)*, Fayard, Paris, 1995, p. 90.

(4) Claude FAURE, *op. cit.*, p. 547.

(5) Titre du cinquième chapitre, *op. cit.*, p. 86.

télévision à la différence de ses collègues américains et britanniques (6). Pour lui, il s'agit d'«*un média pas adapté*» (7). Il s'est exprimé deux fois, dans *Le Monde*, les 30 janvier 1990 et 31 mars 1993. Une position sur laquelle est revenu l'un de ses successeurs. Pierre Brochand a autorisé *TF1* et *France 2* à suivre ses équipes en Afghanistan et en Afrique, ainsi qu'à filmer dans les locaux de la DGSE. Le résultat : deux brefs sujets pour le 20 h de la première chaîne des 7 et 8 février 2003 et un «cinquante minutes» pour l'émission de reportages *Envoyé spécial* sur la seconde, le 4 mars 2004. Ces images confirmaient les craintes de Claude Silberzahn : les images «floutées» succédaient aux plans rapprochés de bas de pantalons et la caricature n'était jamais loin. Toutefois, cette expérience s'apparentait aussi à un exercice inédit de communication de la part du service. S'y est inséré le dossier qui lui était consacré par le mensuel-phare de la presse militaire, *Armées d'aujourd'hui*, en janvier 2003, et le soutien au film de Frédéric Schoendorfer, *Agents secrets* (8).

La «*démarche de communication*» (9) de la DGSE et celle de la Direction de la surveillance du territoire (DST), comme celle de la CIA dix ans plus tôt (10), intervenait dans un moment particulièrement favorable. La guerre contre le terrorisme, lancée au lendemain des attentats du 11 septembre, mettait en avant leurs activités sans que ces institutions maîtrisent toujours leur communication. La concurrence de l'information continue, «*analysée par des journalistes et des experts sous contrats, impose au renseignement de situation une accélération et une amélioration qualitative très importante*» (11).

#### LES PARTICULARITÉS DE LA GUERRE AMÉRICAINES CONTRE L'IRAQ

Cette évolution française ne fait donc que s'inscrire dans un contexte plus large de perception par l'opinion publique d'un sentiment d'insécurité mon-

(6) En 1993, la médiatisation du MI 5, le service de contre-espionnage britannique, commença par le passage de son directeur, Dame Stella Remington, à la *BBC*. Après seulement, en 2002, celle-ci publia une fort discrète biographie, *Open Secret. The Autobiography of the Former Director-general of MI5*, Hutchinson, Londres.

(7) *Op. cit.*, p. 99.

(8) Le film, se fondant sur l'affaire Greenpeace, paraît au printemps 2004. *Le Figaro* s'était fait l'écho de son tournage le 19 février 2003. Sachant que le film pour *France 2* de Patrice Lorton et de Roger Motte a nécessité «*plus de quatre mois de négociations*» (cf. Guillaume FRAISSARD, «Soldats de l'ombre», *Le Monde télévision*, 28 février 2004), on peut estimer que celui de Frédéric Schoendorfer appartient au même plan-média que les reportages de *TF1* et le dossier d'*Armée d'aujourd'hui*.

(9) Cf. l'interview de Pierre Brochand à *Armées d'aujourd'hui*, n° 276, déc. 2002-janv. 2003, pp. 10-11.

(10) Durant l'hiver 1991-1992, la CIA mit en place une «*plus grande ouverture*» au travers de points de presse, de conférences publiques de hauts dirigeants de l'agence et d'apparitions sur les campus universitaires. «*La plus grande agence de renseignement ouverte*» annonçait également que certains services étrangers s'étaient mis en relation avec son bureau des affaires publiques pour «*établir des mécanismes pour communiquer avec le public*» : *Memorandum for Director of Central Intelligence from Task Force on Greater CIA Openness*, 20 déc. 1991, p. 3, disponible sur le site Internet [www.namebase.org/foia/pa01.html](http://www.namebase.org/foia/pa01.html).

(11) Dave McCURDY, «Glasnost for the CIA», *Foreign Affairs*, vol. LXXIII, n° 1, janv.-fév. 1994, p. 26.

diale. Plutôt que culturelle, la conversion s'est faite par la force d'événements ultra médiatisés. Portés par un courant de peur, les médias se sont volontairement placés dans le suivisme des opérations d'information de la part des gouvernements démocratiques. Cela a été flagrant aux Etats-Unis.

### *Le renseignement face à la médiatisation et à son contexte*

Autant positif que soudain, l'intérêt manifesté par les médias français pour les questions de sécurité, au sens large, et de renseignement, au sens strict, ne signifiait pas pour autant l'avènement d'une culture du renseignement. Nonobstant les efforts de l'amiral Pierre Lacoste ou d'Eric Denécé (12), cet engouement n'était qu'apparent. Que l'image des services soit favorable, comme après la guerre d'Afghanistan, ou qu'elle ne le soit pas lorsque les médias se comportent en gardien de la démocratie (*watchdog*), la couverture de ces questions leur offrait simplement d'approcher le cœur du secret. Ce phénomène n'est évidemment pas spécifiquement français. Même aux Etats-Unis, les médias n'ont pas su générer dans l'opinion une connaissance des spécificités du renseignement. Ont-ils expliqué les divisions entre la collecte empirique d'informations (*Humint* ou renseignement humain) et les dispositifs techniques (*Sigint* ou renseignement électronique), qu'ils n'en ont pas montré leur intégration dans un cycle décomposant le renseignement (direction, planification, collecte, analyse et diffusion), qui reste largement inconnu du grand public. Les termes d'«armes de destructions massives», de «prolifération», de «guerre préemptive»... n'ont pas davantage été expliqués, quand ils n'étaient pas employés à mauvais escient. Cette confusion dans le rôle à attribuer aux services de renseignement et l'utilisation d'un vocabulaire professionnel, généralement traduit de l'américain et propre à la spécificité américaine, a pu ouvrir la voie à toutes les manipulations. Par exemple, la mention d'«officiers de renseignement» dans la prison d'Abou Ghraïb, en Iraq, a conduit les médias à une critique des errances de la CIA alors que, en l'occurrence, il s'agissait de membres du renseignement militaire, la Defense Intelligence Agency. En arrière-fond se dressent les affaires Pinochet, dont les derniers documents, déclassifiés, en 2003, éclairent d'un autre jour l'action du gouvernement américain (13) et les pratiques de trafics et d'opérations «couvertes» à la légalité et à l'efficacité douteuses que la presse américaine avait déjà plus ou moins révélés au cours des années 1970.

Cette ouverture n'était pas sans risque pour les opérations des services de renseignement. Ainsi, dans la guerre contre le terrorisme – dans laquelle les

(12) Le premier, ancien directeur général de la DGSE, a lancé, en 1995, le séminaire pluridisciplinaire sur «la culture française du renseignement», à l'Université de Marne-la-Vallée. Le second, ancien analyste du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), a créé, en 1998, le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R).

(13) Le lecteur trouvera une analyse pertinente d'une telle imbrication dans l'ouvrage de Patricio TUPPER, *Allende, la cible des médias chiliens et de la CIA (1970-1973)*, Editions de l'Amandier, Paris, 2003.

Etats-Unis sont ouvertement engagés depuis 1998 (14) –, les fuites à destination de la presse américaine et d'Internet et, de là, dans l'espace médiatique international, «*sont devenues une des plus grandes menaces pour la survie du renseignement*» (15). Cette tradition s'inscrit dans le mauvais climat entourant à l'époque, en pleine guerre du Vietnam, la publication en 1971 des *Pentagon Papers*, qui ouvrit la voie du contrôle parlementaire du renseignement (16). La révélation, en décembre 1974, par Seymour Hersh, journaliste du *New York Times*, d'opérations de surveillance de la CIA sur le territoire national a conduit le Congrès à enquêter. Ainsi, si le Président George W. Bush, immédiatement après le 11 septembre 2001, a rappelé que «*toutes les sources et méthodes de renseignement [resteraient] sous le sceau du secret*» (17), c'est parce que la lutte contre Al Qaïda a été entravée dès son origine par de telles fuites. En fait, dès avant les attentats de New York et de Washington, le gouvernement américain a opposé à la presse une politique du secret inconnue aux Etats-Unis depuis la présidence Nixon (18).

### *L'affaire Wilson-Plame*

Un analyste de la CIA, James B. Bruce, considère les révélations à la presse d'informations classifiées, en termes de conséquences sur le fonctionnement de l'agence, au même rang que les résultats de l'espionnage étranger (19). A partir de 1973, un ancien agent, Philip Agee, révéla les dessous de ses activités dans deux revues, *Counterspy* et *Covert Action Informations Bulletin*. La publication de listes de noms d'agents sous couverture conduisit le Congrès à prohiber ce genre de révélations par l'*Intelligence Identities Protection Act* en 1982. Malgré les résolutions du Président Bush, «*deux hauts fonctionnaires de l'administration*» ont révélé à Robert Novak, du *Washington Post*, le 14 juillet 2003, que la mission au Niger de l'ancien ambassadeur Joseph C. Wilson, un an auparavant, tenait au fait que son épouse, Valerie Plame, appartenait à la CIA. Cette information est intervenue après une tribune dans le *New York Times* (20), où l'ancien diplomate critiquait l'utilisation par la Maison-Blanche de l'information selon laquelle l'Iraq avait tenté d'obtenir de l'uranium nigérien. Après que *The Nation*, *Newsday* et *The National Review* eurent noté que Valerie Plame agissait

(14) Officiellement, l'engagement américain commence après les attentats du 11 septembre 2001, mais les attentats contre l'*USS Cole* (2000) et les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya (1998) en constituent les prodromes.

(15) Interview de George Tenet à *USA Today*, 11 oct. 2000.

(16) Loch K. JOHNSON, *A Season of Inquiry. Congress and Intelligence*, Dorsey Press, Chicago, 1988.

(17) *New York Times*, 14 sept. 2001.

(18) Cf. Henry A. WAXMAN, *Secrecy in the Bush Administration*, 17 sept. 2004, disponible sur les site Internet [www.democrats.reform.house.gov/features/secrecy\\_report/pdf/pdf\\_secrecy\\_report.pdf](http://www.democrats.reform.house.gov/features/secrecy_report/pdf/pdf_secrecy_report.pdf) et [www.fas.org/sgp/library/waxman.pdf](http://www.fas.org/sgp/library/waxman.pdf).

(19) «*Laws and Leaks of Classified Intelligence. The Consequences of Permissive Neglect*», *Studies in Intelligence*, vol. XLVII, n° 1, 2004, disponible sur le site Internet [www.cia.gov/csi/studies/vol47no1/article04.html](http://www.cia.gov/csi/studies/vol47no1/article04.html).

(20) «*What I Didn't Find in Africa*», 6 juil. 2003.



sous couverture, le Sénateur démocrate Charles Schumer a saisi le FBI, le 24 juillet, afin qu'il identifie les sources du journaliste (21). En marge du scandale politique potentiel dans cette année préélectorale, le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, a répondu évasivement. Le 2 octobre, dans le *Los Angeles Times*, Jim Marcinkowski, un ex-agent de la CIA et ami des Wilson, demande des sanctions. L'enquête du juge Thomas Hagan a conduit deux journalistes, qui savaient mais qui n'en ont rien écrit, Matthew Cooper, de *Time*, et Judith Miller, du *New York Times*, à être placés en détention en octobre 2004 : ils avaient refusé de se soumettre à une injonction fédérale exigeant la révélation de leurs sources!

L'utilisation par les médias de documents provenant de déclassifications non autorisées a, certes, pu mettre en péril l'action des services de renseignement. Ainsi, des révélations, dans le *Boston Globe*, le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Wall Street Journal*, sur l'action de la CIA au sein de l'*United Nations Special Commission* (UNSCOM) ont abouti à la crise de 1998 avec le gouvernement de Bagdad et au rappel des enquêteurs. Les Etats-Unis se sont de la sorte privé de facilités de renseignements sur l'Iraq. A l'automne 2002, la mise en scène médiatique préalable à l'entrée en guerre avec cet Etat a transformé le sens de cette affaire : Saddam Hussein avait en fait chassé les membres de l'UNSCOM! Les multiples dénégations dans les médias de Scott Ritter, ancien enquêteur (22), n'y changèrent rien... De même, les enquêtes sur les attentats du 11 septembre ont montré que Ben Laden suivait de près la presse américaine : une fuite émanant de la *National Security Agency* (NSA) avait affirmé que le téléphone satellite du chef d'Al Qaïda était écouté par les «grandes oreilles» de Fort Meade depuis 1998; après cette information, celui-ci raccrocha définitivement son téléphone (23)... Selon James B. Bruce, ces informations qui n'auraient jamais dû être livrées, «ne sont que la partie immergée de l'iceberg».

Les affaires Plame et Ben Laden indiquent combien la frontière est tenue entre déclassifications non autorisées anarchiques et celles sciemment organisées. De la fin de l'été 2002 au 20 mars 2003, la crise iraquienne montre combien les opinions publiques mondiales ont été dépendantes des informations émanant du système médiatique américain. Les gouvernements de George W. Bush, de Tony Blair (Royaume-Uni), de John Howard (Australie) et Silvio Berlusconi (Italie) ont utilisé pour les médias des rapports de leurs services de renseignement pour justifier la guerre. Dans certains cas, ces documents étaient le fruit de manipulation ou d'une politisation destinée à accréditer l'existence d'armes de destruction massive et d'un lien

(21) Anne Q. HOY, «Schumer Seeks CIA Leak Probe», *Newsday*, 25 juil. 2003. La lettre du Sénateur au directeur du FBI est disponible sur le site Internet [schumer.senate.gov/SchumerWebsite/pressroom/press\\_releases/PR01888.html](http://schumer.senate.gov/SchumerWebsite/pressroom/press_releases/PR01888.html).

(22) Cf. Scott RITTER/William Rivers PITT, *Guerre à l'Irak. Ce que l'équipe Bush ne dit pas*, Le Serpent à Plumes, Paris, 2002.

(23) Point de presse d'Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, 20 juin 2002.

direct et flagrant entre Saddam Hussein et Oussama Ben Laden. L'objectif était de convaincre les gouvernements étrangers et leurs opinions publiques de la justesse de la politique américaine d'action unilatérale contre l'Iraq.

### *Médiatisation ou politisation ?*

Les discours du vice-Président Dick Cheney (26 août 2002), du Président Bush (12 septembre, 7 octobre 2002 et 28 janvier 2003) et du Secrétaire d'Etat Colin Powell (5 février 2003) affirmaient tous faire reposer leurs arguments sur «*de solides renseignements*». Le *PowerPoint* du chef de la diplomatie américaine devant le Conseil de sécurité des Nations Unies a largement été diffusé aux médias (24), lesquels l'ont affiché sur leurs sites Internet parce que la présence de George Tenet, directeur de la CIA, semblait accréditer la véracité des propos. Régulièrement, durant cette période de montée en puissance des appareils militaires, la sphère médiatique, d'abord américaine puis mondiale par dissémination, s'est fait l'écho d'informations de «*hauts fonctionnaires tenant à conserver l'anonymat*», sources plus ou moins proches des services de renseignement, sans spécification de leur agence d'appartenance.

La coordination de cette stratégie a été le fait de spécialistes de la communication recrutés par les gouvernements. Au Royaume-Uni, même si l'enquête de Lord Robin Butler (25) confirme de graves erreurs dans l'analyse de l'arsenal iraquien d'armes de destruction massive avant l'entrée en guerre et reconnaît que le Premier ministre Tony Blair n'est pas responsable de ces défaillances, l'enquête faisant suite à la mort du D<sup>r</sup> David Kelly, qui avait informé la *BBC* des manipulations gouvernementales (26), a bien démontré cette réalité nouvelle. Ce rapport a montré que la mention des «*quarante-cinq minutes*» nécessaire au déploiement de ces armes n'émanait pas du MI 6, mais avait été rajoutée, à la demande du conseiller en communication du Premier ministre, Alastair Campbell, par John Scarlett, le président de la commission conjointe du renseignement, à l'origine du dossier controversé sur l'Iraq du 5 septembre 2002 (27).

La question de l'uranium du Niger fut, quant à elle, mise en scène directement aux Etats-Unis par les communicants du White House Iraq Group.

(24) Il est encore accessible sur le site Internet du Département d'Etat américain [www.state.gov/documents/organization/17434.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/17434.pdf).

(25) Lord Butler a commencé la revue le 12 février 2004. Les documents ont été collectés jusqu'au 31 mars et des témoins entendus en avril et mai. Le 14 juillet, le comité rendait son rapport. Cf. le déroulement des travaux sur le site Internet [www.butlerreview.org.uk](http://www.butlerreview.org.uk), ainsi que la couverture par le quotidien britannique *Guardian* sur le site Internet [www.guardian.co.uk/butler/0,14750,1256874,00.html](http://www.guardian.co.uk/butler/0,14750,1256874,00.html).

(26) Lord Hutton a commencé ses auditions le 11 août 2003. Ajournées une première fois le 4 septembre, elles ont repris du 15 au 25 septembre. Après avoir entendu un ultime témoignage le 13 octobre, le juge s'est retiré pour rédiger son rapport, qui devait être rendu public en décembre. Divers contretemps l'ont conduit à le faire le 28 janvier 2004. Cf. le déroulement des travaux sur le site Internet [www.the-hutton-inquiry.org.uk](http://www.the-hutton-inquiry.org.uk). Cf. également la couverture par le *Guardian* sur le site Internet [www.guardian.co.uk/hutton/0,13822,1021216,00.html](http://www.guardian.co.uk/hutton/0,13822,1021216,00.html).

(27) Cf. le site Internet [www.number-10.gov.uk/output/Page7111.asp](http://www.number-10.gov.uk/output/Page7111.asp).

Ceux-ci étaient chargés «*de préparer les discours et les documents blancs*» (28). Ils recevaient les synthèses du Pentagone, fournies à l'*Office of Strategic Planning*, chargé de désinformer et manipuler les médias étrangers, par les renseignements des armées. Son existence a été révélée par le *New York Times* du 19 février 2002, entraînant officiellement sa dissolution. Cependant, à l'image du *team B* de l'époque Carter (29), l'équipe d'Abram Shulsky continua, sous l'autorité du sous-Secrétaire à la Défense, Douglas J. Feith, à fournir des éléments à charge, souvent non vérifiés, émanant d'exilés irakiens pourtant considérés avec méfiance par la CIA. Lors du point de presse du 18 novembre 2002, Donald Rumsfeld souligna que l'un des buts premiers de cette unité était de lui fournir des arguments à opposer au rapport de l'agence de renseignement, chaque matin (30). Aucun média américain n'a fait allusion à ces remarques...

A cette politisation évidente du renseignement émanant directement de la volonté gouvernementale, s'ajoutent les énormes pressions auxquelles la CIA a dû faire face. L'administration américaine attendait que l'agence lui fournisse des informations susceptibles de conforter sa politique. Les hommes de la présidence, placés aux postes-clefs, ont manœuvré de telle sorte que George Tenet donnât son accord, le 7 octobre 2002, au *National Intelligence Estimate*, dont seize mots furent repris dans le discours sur l'état de l'Union du 28 janvier 2003 : Saddam Hussein cherchait à se procurer de l'uranium au Niger pour son programme d'armes nucléaires. La controverse a été telle que la Maison-Blanche, lors d'un point de presse (31), le déclassa partiellement le 18 juillet suivant. Cette concession au président Bush a provoqué une crise au sein de la CIA, minant l'autorité de son directeur qui, après avoir présenté maintes fois ses regrets, démissionna le 4 juin 2004. D'aucun le voyait comme un fusible, à l'instar du maître de communication de Tony Blair qui avait quitté son poste le 29 août 2003. Le rapport de la commission du renseignement du Sénat, qui, selon le *New York Times* (32), semble avoir hâté ce départ, affirme «*n'avoir trouvé aucune preuve que l'administration Bush ait tenté d'influencer ou de faire pression pour que des analystes de la CIA modifient leurs conclusions sur l'existence d'armes de destruction massive*».

(28) Barton BELLMAN/Walter PINCUS, «*Depiction of Threat Outgrow Supporting Evidence*», *Washington Post*, 10 août 2003. Cf. aussi David CORTRIGHT/Alistair MILLAR/George A. LOPEZ/Linda GERBER, *The Controversy over Justifying War in Iraq*, Policy Brief F12A, Goshen, Fourth Freedom Forum, juin 2003, p. 1.

(29) Dirigé par le Pr Richard Pipes et comptant parmi ses membres l'ambassadeur Paul Wolfowitz, le *team B* évalua de façon divergente à la CIA la menace soviétique. Emanation du *Committee on Present Danger*, professant une idéologie résolument antisoviétique et soutenue par les médias, il prépara la seconde glaciation de la Guerre froide, culminant avec l'accession au pouvoir de Ronald Reagan quatre ans plus tard... Cf. Anne HESSING CAHN, *Killing Detente : the Right Attacks the CIA*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1998.

(30) Cf. le site Internet [www.dod.gov/news/Nov2002/t11212002\\_t1118sd2.html](http://www.dod.gov/news/Nov2002/t11212002_t1118sd2.html).

(31) Dave BARTLETT, *Back draft briefing on WMD*.

(32) Douglas JEHL, «*Report Blames Agencies Over Prewar Intelligence*», *The New York Times*, 4 juin 2004.

Cette version, bien sûr, n'était pas celle des services de renseignement. A leur tour, ils ont distillé des documents classifiés dans les médias. Comme les journalistes ne disposaient pas d'une connaissance du travail de collecte d'informations et de son amélioration à l'usage des dirigeants politiques et militaires, le scandale revenait à la «une» des journaux. Au Royaume-Uni, à la différence de l'affaire Plame, une affaire comparable coûta la mort d'un haut fonctionnaire. Le 17 juillet 2003, le D<sup>r</sup> David Kelly se «suicidait» deux jours après avoir été entendu par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes. Cette audition télévisée faisait suite à la campagne de presse déclenchée par les propos de cet expert des armes irakiennes au micro d'Andrew Gilligan et de Susan Watts de la *BBC*, les 7, 29 mai et 2 juin (33), et par les spéculations sur l'identité de l'informateur de la presse (34). Le 8 juillet, après une réunion présidée par Tony Blair, le Secrétaire à la Défense, Geoff Hoon, donnait autorisation de livrer le nom de David Kelly à la presse (*Guardian*, *Daily Mail*, *Daily Telegraph* et *Times* du 10 juin 2003), tandis que les *spin doctors* du Premier ministre s'acharnaient à le discréditer. Le rapport de Lord Hutton du 29 janvier 2004 exonéra le gouvernement et accabla la *BBC* (35). Andrew Gilligan fut contraint de démissionner en entraînant avec lui toute la direction du holding public britannique de radiodiffusion. Dans *The Observer* du 1<sup>er</sup> février, Henry Porter, un journaliste spécialisé des affaires de renseignement, s'interrogeait : «*sommes-nous fou ou est-ce Hutton?*» La publication du rapport fut entachée d'un incident. Le *Sun*, propriété du magnat américano-australien Rupert Murdoch, dont la chaîne d'information aux Etats-Unis, *Fox News*, vilipendait les opposants au conflit tout comme *Sky News* au Royaume-Uni, l'a publiée avec un jour d'avance en laissant entendre qu'il tenait sa copie «*d'une source qui était au sommet du gouvernement*», tout en refusant de la nommer (36).

Pour autant, l'affaire n'était pas close. Le 23 janvier 2004, le chef des inspecteurs américains de l'Iraq Survey Group, David Kay, confirmait devant la commission du renseignement du Sénat que les armes de destructions massives n'existaient pas. Le chef de David Kelly, le D<sup>r</sup> Brian Jones, confirmait, dans un entretien au quotidien *The Independent* du 4 février, la manipulation britannique. Dans un entretien à l'hebdomadaire *The Los Angeles Weekly* du 20 février, le lieutenant-colonel de l'US Air Force, Karen Kwiatkoski, qui avait servi au sein de l'*Office of Strategic Planning*, prenait

(33) Andrew Gilligan signa également deux articles dans le *Mail on Sunday* des 1<sup>er</sup> et 8 juin 2003, accusant le cabinet du Premier ministre, notamment Alistair Campbell, d'avoir rendu le dossier original «plus sexy» afin de faire peur au public. Le 30 juin, le D<sup>r</sup> Kelly avait fait savoir à Bryan Wells, au ministère de la Défense, qu'il avait rencontré le journaliste.

(34) Le 5 juillet, le *Times* avait identifié que la source de Gilligan était un scientifique travaillant en Iraq.

(35) *The Hutton Inquiry*, Statement by Lord Hutton on 28 January 2004, disponible sur le site Internet [www.the-hutton-inquiry.org.uk/content/rulings/statement280104.htm](http://www.the-hutton-inquiry.org.uk/content/rulings/statement280104.htm).

(36) Marie WOOLF, «Leak or sting? 'The Sun' refuses to name source for report», *The Independent*, 29 janv. 2004.

le relais des sources anonymes qui dévoilaient les méthodes du Pentagone pour « vendre la guerre » à partir de sources à charge du renseignement (37). Le 9 juillet, la CIA décidait de rendre public l'intégralité du *National Intelligence Estimate* d'octobre 2002.

Cependant, la véritable réponse de l'Agence intervint de façon inattendue. Alors que, jusque-là, les seules personnes à réagir étaient d'anciens agents, un livre fut publié de façon anonyme au début de juin : *Imperial Hubris : Why the West is Losing the War on Terror*. Rapidement, l'auteur se dévoila d'abord dans un hebdomadaire libéral, *The Boston Weekly*, puis dans *The New York Times*. Ensuite, Michael Scheuer, l'ancien chef de l'unité spéciale chargée de Ben Laden entre 1996 et 1999, enchaîna les interviews pour finalement être contraint à la démission mi-novembre. Avec son identité, le public a appris que le livre avait été soumis à l'Agence avant publication... Alors que le Pentagone essayait d'impliquer la France dans l'affaire de l'uranium du Niger par un article publié dans le *Financial Times* du 2 août 2004, la presse italienne suivait le *Sunday Times* qui avait présenté l'implication des services de renseignement italiens, SISMI (38).

#### DES CONFLITS ENTRE ACTEURS INSTITUTIONNELS COMMUNICANTS

Le contexte international, les modalités spécifiques des relations entre les gouvernements de deux Etats démocratiques et les principaux médias « nationaux », autant que les principes de fonctionnement quotidiens de ceux-ci, qui accentuent leurs dépendances à l'égard de leurs sources, donnent des explications à ces phénomènes. Reliées les unes aux autres, elles n'en constituent pas moins des interrogations constantes sur le sens que les gouvernements concernés veulent faire porter à leurs actions. La communication n'est pas une activité neutre en soi : au bout du processus, les publics en sont les destinataires et les médias, considérés positivement comme médiateurs entre les gouvernements ou leurs services et les citoyens, peuvent être victimes de ce qu'ils ne souhaitent pas être, à savoir des propagandistes d'une foi ou d'une conviction !

Les services de renseignement ne devraient en aucun cas apparaître comme tels aux yeux de leurs utilisateurs finaux, décideurs politiques, militaires ou économiques. Pourtant, depuis l'été 2003, les démissions successives de leurs responsables, britanniques et américains, permettent des réor-

(37) Marc Cooper, « Soldier for the Truth, – Exposing Bush's talking-points war ».

(38) Annibale Paloscia, « Nigergate, spunta un nome ma l'imbroglione è ancora oscuro », *Liberazione* du 4 août 2004, interview de Rocco Martino par Gian Marco Chiocci, *Il Giornale* du 21 septembre 2004. Un an auparavant, ce feuilleton de l'été avait fait la une des quotidiens de la péninsule, cf. Carlo Bonini, Giuseppe d'Avanzo, « Ecco il falso dossier sull'uranio di Saddam » et Carlo Bonini, « Il viaggio delle carte false tra Roma, Londra e Washington », *La Repubblica* des 16 et 19 juillet 2003.

ganisations qui semblent devoir conforter cette dangereuse politisation plutôt que des corrections de leurs éventuels dysfonctionnements.

En l'occurrence, les médias n'ont-ils pas non plus des responsabilités à assumer dans un contexte où la « diplomatie publique » semble revenir en force après avoir connu ses heures de gloire pendant le « réchauffement » de la Guerre froide au début des années 1980 ? Une telle question n'est pas nouvelle. Elle n'aboutit pas à une culpabilisation des uns ou des autres. Cependant, elle porte sur le fonctionnement démocratique et la responsabilité respective des acteurs en charge de la communication publique et de ses prolongements à l'échelle mondiale. Celle-ci peut-elle être considérée comme expression de seuls rapports de force ? Les acteurs dont il a été fait état ici sont, de toute évidence, parties prenantes de leurs propres conflits. La médiatisation voulue et recherchée, en arrière-fond comme en première ligne d'une crise internationale, n'y est évidemment pas indifférente. Il est vrai aussi que les grands médias y trouvent également leur compte !